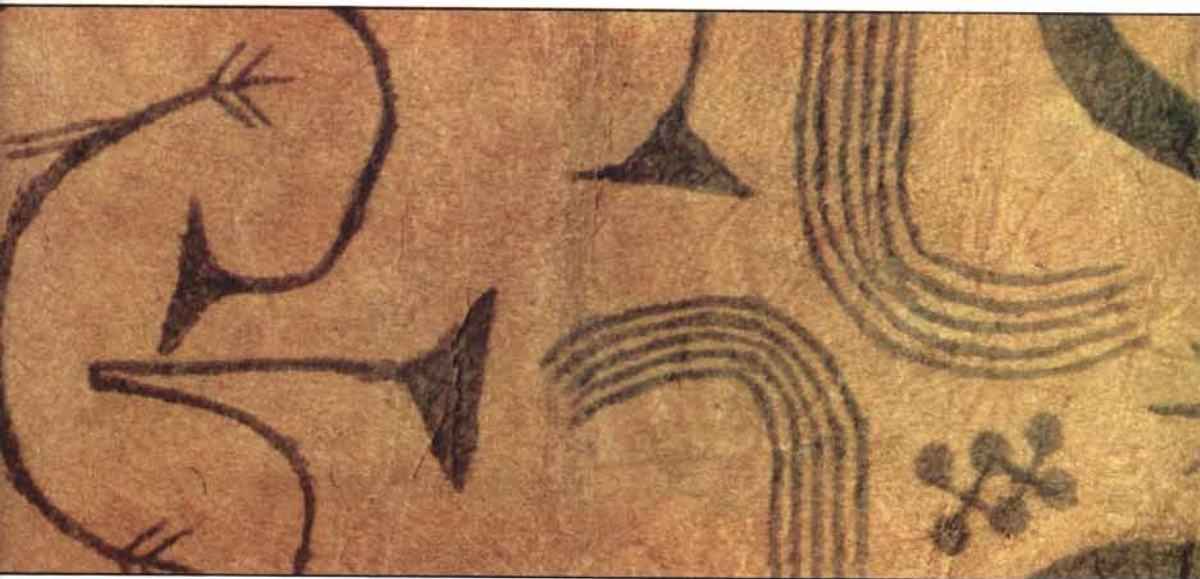




CENTRE FRANÇAIS SUR LA POPULATION ET LE DÉVELOPPEMENT



DIX PROBLÈMES DE POPULATION EN PERSPECTIVE

Hommage à Jean Bourgeois-Pichat et à Alfred Sauvy

Léon TABAH



Hh. Lorch

**CENTRE FRANCAIS SUR LA POPULATION ET LE DEVELOPPEMENT
(CEPED)**
Groupement d'Intérêt Scientifique EHESS-INED-INSEE-ORSTOM-PARIS VI

**DIX PROBLEMES DE POPULATION
EN PERSPECTIVE**

Hommage à Jean Bourgeois-Pichat et à Alfred Sauvy

Léon TABAH¹

LES DOSSIERS DU CEPED N° 16

PARIS, MAI 1991

(1) Président du CICRED ; Président du CEPED ; ancien Directeur de la Division de la Population des Nations Unies.
Institut National d'Etudes Démographiques (INED)
27, rue du Commandeur
75 675, PARIS Cedex 14
Tél. : (1) 43 20 13 45
Fax : (1) 43 27 72 40

Directeur de la publication : Francis GENDREAU

Comité de rédaction : Patrick GUBRY, responsable de la collection

Thérèse LAURAS-LOCOH

Jacques VERON

Diffusion : Pierre ELIE

**Ce numéro a été dactylographié par Livia MOLDOVAN
et mis en forme par Patrick GUBRY
Résumé en anglais par Magali BARBIERI**

**Copyright CEPED 1991
ISBN 2-87762-018-2
ISSN 0993-6165**

R E S U M E

Les faits démographiques mondiaux connaissent une évolution divergente entre un Nord, caractérisé par une uniformisation croissante et un Sud où les situations se différencient de plus en plus. Dans ce contexte, émergent dix problèmes de population majeurs pour les années à venir : le regain de la mortalité, le développement du SIDA, la détérioration de l'environnement, l'urbanisation incontrôlée, la pression migratoire internationale, les droits de l'homme, la condition de la femme, les nouvelles technologies concernant la reproduction humaine, les politiques démographiques et le problème de l'effectif futur de la population mondiale.

MOTS-CLES : POPULATION, POLITIQUE DE POPULATION, TIERS-MONDE, EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE

S U M M A R Y

[Ten Population Problems in Perspective]

The world population is experiencing a diverging evolution between the North, characterized by an increasing uniformization and the South, where situations are more and more differentiated. In this context, ten major population problems threaten the coming years : the re flourishing mortality, the AIDS epidemic, the degradation of the environment, the unrestrained urbanization, the international migrations pressure, human rights, women's status, new technologies of human reproduction, population policies and the problem of the future size of the world population.

KEY WORDS : POPULATION, POPULATION POLICY, THIRD WORLD, DEMOGRAPHIC TRENDS

L'année 1990 a vu disparaître deux démographes français de renom, Jean Bourgeois-Pichat et Alfred Sauvy. A des titres divers, chacun d'eux a contribué au progrès de la connaissance des populations du Tiers-Monde.

Le nom de Jean Bourgeois-Pichat restera attaché à la théorie des populations stables et à ses dérivées, ainsi qu'à leurs applications aux pays en développement.

Alfred Sauvy, père de l'expression *Tiers-Monde*, utilisée pour la première fois dans un article de l'hebdomadaire *France Observateur* en 1952, s'est quant à lui surtout attaché à relier la démographie à l'économique et au social, dans le cadre du développement.

Le CEPED, par la voix de son Président, Léon Tabah, ne pouvait donc que s'associer à l'hommage qui leur est rendu.

La Rédaction

SOMMAIRE

Jean Bourgeois-Pichat (1912-1990) : un esprit original	7
Alfred Sauvy (1898-1990) : statisticien, économiste, démographe et iconoclaste	13

DIX PROBLEMES DE POPULATION EN PERSPECTIVE	19
PROBLEMES ACTUELS : DEUX HEMISPHERES, DEUX DEMOGRAPHIES	19
DIX PROBLEMES DU FUTUR	21
1. Le "retour de flamme" de la mortalité dans les pays tropicaux	21
2. L'émergence du SIDA	22
3. L'environnement	23
4. Mauvaise répartition géographique de la population et urbanisation incontrôlée	24
5. La pression migratoire internationale	24
6. Les questions des droits de l'homme dérivées de l'évolution de la population	25
7. L'amélioration de la condition de la femme	26
8. Les nouvelles techniques biologiques et leurs conséquences sur la formation et le développement des familles	27
9. Les politiques démographiques	27
10. Le futur de la population mondiale	30

JEAN BOURGEOIS-PICHAT (1912-1990)

UN ESPRIT ORIGINAL²

Je voudrais d'abord exprimer mes remerciements à Gérard Calot pour m'avoir invité à évoquer la mémoire de Jean Bourgeois-Pichat, B.P., comme on l'appelle affectueusement aux Nations Unies, car cela m'a amené à parcourir son oeuvre. Je le fais de grand coeur, et même avec un certain plaisir, un peu comme on va voir la rétrospective d'un peintre et admirer l'oeuvre dans son ensemble car elle prend alors toute sa valeur. On peut en mesurer la facture, c'est-à-dire le style, la matière, la technique, la progression de l'artiste. On saisit ainsi mieux son originalité. Je vais m'efforcer brièvement de montrer qu'il y a bien un fil d'Ariane, et une certaine cohésion dans l'oeuvre de Bourgeois-Pichat de 1945 à 1990.

Bien entendu il n'était pas nécessaire de parcourir les 184 articles répertoriés dans le prochain numéro de *Population*, mais de me familiariser à nouveau avec les plus marquants. D'ailleurs on se répète tous un peu, car la tentation est grande de transmettre un message qu'on reprend inlassablement avec l'espoir que la postérité nous identifiera par quelques leitmotifs personnels. En fait, je dois dire que le meilleur de Bourgeois-Pichat se trouve dans les analyses démographiques qui se plient peu à la répétition. Au surplus, ces analyses sont des acquis définitifs, contrairement à ce qui se passe dans d'autres sciences sociales où les démonstrations sont plus vulnérables et périssables que ce n'est le cas en démographie.

Je passe rapidement sur la vie de Bourgeois-Pichat, car nous la connaissons tous, et elle est fort simple : naissance dans une famille bourgeoise bien française du terroir, entrée à l'Ecole Polytechnique, poste important aux Nations Unies pendant près de 9 ans, directeur de l'INED pendant 9 ans, président du CICRED créé il y a 18 ans, mais aussi tout au long de cette trajectoire une oeuvre scientifique exceptionnellement riche, et dont certaines études sont désormais des classiques. Bourgeois-Pichat a fait à la fois une oeuvre et une carrière. Cela n'est pas donné à tout le monde, même quand on est polytechnicien.

Un épisode malheureux dans ce destin fut une chute de cheval qui, j'imagine, poussa Bourgeois-Pichat à quitter la carrière militaire et à en épouser une autre, plus tranquille. Sans cet accident Bourgeois-Pichat aurait peut-être été général. A quoi tient l'existence disait Alphonse Allais à propos d'un éminent biologiste américain qui, répondant à un examen d'entrée à Westpoint que le silicium était un gaz, confiait : "Si le silicium était un gaz, je serais aujourd'hui général". C'était une de ces bonnes histoires que le Dr Sutter aimait raconter dans les couloirs de l'INED.

Un autre militaire qui se distingua en démographie, et dont je ne peux m'empêcher de faire le rapprochement, est Louis Henry, disciple aussi du maréchal de Saxe qu'aimait à évoquer Alfred Sauvy. En fait, chacun des polytechniciens qu'étaient Alfred Sauvy, Jean Bourgeois-Pichat, Louis Henry, Sully Ledermann et Paul Vincent, ceux que maintenant on appelle les "pionniers de l'INED", laisseront leur empreinte à l'oeuvre quantitative qui caractérisa longtemps l'INED, auxquels s'est ajouté un mathématicien, Roland Pressat qui contribua à la renommée de la maison. Chacun avait son style, sa façon, ses mérites. Il en était bien entendu de même de l'autre équipe des "pionniers", tout aussi bardée de diplômes, celle de la branche des sciences humaines : L. Chevalier, J. Daric, A. Girard, J. Sutter, J. Stoetzel. A. Sauvy réunissait tout ce monde une fois par mois pour discuter de la marche de la maison et les discussions y étaient souvent passionnantes. Il est vrai que l'INED était à l'époque une petite institution. Nous étions tous à portée de voix les uns des autres, si je peux dire. Le succès de l'INED tenait à la façon dont Alfred Sauvy avait réussi à sélectionner son équipe et

(2) Allocution prononcée le lundi 14 janvier 1991 lors de la cérémonie commémorative de l'INED.

à l'organiser en dehors des contraintes administratives d'aujourd'hui. Notre collaboration tenait à quelques lignes d'engagement signées par Roger Peltier, Secrétaire Général. Et on pouvait quitter l'INED de la même façon.

Pour moi, Bourgeois-Pichat était un artisan doublé d'un artiste. Il travaillait, en effet, en solitaire avec des matériaux rudimentaires, sans enquête coûteuse, et sans assistant pour débayer le terrain. Il lui suffisait d'exploiter lui-même les statistiques existantes pour y puiser des trésors, là où d'autres ne voyaient qu'ennui et poussière.

Avant la calculette, Bourgeois-Pichat faisait ses calculs avec ce qu'il appelait son Loga, c'est-à-dire un petit cylindre de carton qui en fait était un emballage de pharmacie sur le corps duquel un artisan de province avait tracé une échelle logarithmique, et une autre sur le couvercle, de sorte qu'en faisant tourner l'un et l'autre on pouvait effectuer multiplication et division avec une décimale, et cela suffisait bien à notre artiste. C'était sa boule de cristal. Il en était ravi. Je l'étais moins, car ce cylindre dégageait une odeur détestable qui m'incommodait beaucoup. Je suggère qu'on l'expose bien fermé à clé dans une armoire vitrée de la pièce que nous inaugurons aujourd'hui, comme on l'a fait pour le mètre-étalon à Sèvres, si toutefois la famille veut bien nous confier ce précieux engin.

Bourgeois-Pichat excellait comme tous les bons scientifiques à trouver des raccourcis, à réduire la scorie des statistiques qu'il manipulait à une formule simple, et à décomposer les facteurs identifiés en quelques éléments fondamentaux. Il passait maître en ajustement, de préférence manuel, en extrapolation et en approximations qui s'avéraient toujours bonnes. C'est le point A de la mortalité infantile, c'est la distinction entre mortalité endogène et exogène, c'est la droite de l'espérance de vie biologique, ce sont les grandes projections démographiques taillées à coups de serpe.

Il faut relire le premier numéro de la revue *Population* de 1946, car il contient des articles exceptionnels, dont deux de Bourgeois-Pichat. Le premier sur la mortalité infantile. Bourgeois-Pichat s'inspira d'une observation de Lecomte de Noüy du temps de la Fondation Carrel selon laquelle la vitesse de cicatrisation des plaies suivait une loi logarithmique. En triturant les données et les formules, Bourgeois-Pichat parvint à montrer qu'en mettant en abscisse le cube du logarithme de l'âge et en ordonnées la probabilité cumulées de décès on obtenait une droite parfaite à partir de quelques semaines de vie. Il suffisait alors de prolonger la droite jusqu'à l'échelle des ordonnées pour trouver la mortalité endogène. C'était simple, pratique, élégant, et cela faisait merveille car cela marchait bien, au moins pour un temps.

Dans le deuxième et court article sur la situation démographique, apparemment anodin, Bourgeois-Pichat montrait qu'il était doué d'un flair étonnant qui faisait de lui un conjoncturiste hors pair. Il révélait que la hausse de la fécondité avait commencé en France dès 1942, dans les années donc les plus sombres de l'occupation, retrouvant presque le niveau du début du siècle. C'était, certes sans qu'il s'en doutât, le commencement du baby boom. Cette découverte laissa Alfred Sauvy d'abord sceptique car il craignait que cela ne démobilisât indûment les décideurs sur la politique de relèvement de la natalité à laquelle il était très attaché. Bourgeois-Pichat montrait même que le mouvement affectait aussi la Suisse non-belligérante, et en forçant un peu j'ajoute que l'article anticipait sur l'observation aujourd'hui courante des mouvements synchrones de la fécondité des pays industriels qui recèle encore tous ses mystères.

Dans ce parcours à grands pas de l'oeuvre de Bourgeois-Pichat je m'arrête sur un autre point fort, datant de 1951 : l'étude de "L'évolution de la population française depuis le XVIIIème siècle". C'est un jalon important car il augure bien la suite des travaux. C'est un véritable puzzle de la population française que Bourgeois-Pichat a reconstitué, à la mode de Cuvier, à partir de quelques éléments, notamment la vieille table de Duviard, dont on ne sait même pas comment elle fut construite. C'était de la bonne démographie historique, mais encore une étude dans laquelle on décèle, d'une part, une grande habileté de l'auteur à manipuler, aidé de son indéfectible pifomètre, sur des statistiques incomplètes et défectueuses

et, d'autre part, l'idée que c'était bien l'évolution de la natalité qui expliquait les changements de structure par âge et le vieillissement de la population française.

Deux ans plus tard, en 1953, Bourgeois-Pichat entra aux Nations Unies dans ce qui n'était alors qu'un Bureau que dirigeait John Durand. Il s'y illustra précisément par deux travaux fondamentaux, anonymes comme tous ceux des Nations Unies, mais qui portent la marque indélébile de l'auteur, et qui ont contribué au prestige de l'institution : "L'utilisation du concept des populations stables pour les pays à statistiques incomplètes" et l'ouvrage sur "Les conséquences économiques et sociales du vieillissement". Ici le style change. On y trouve des talents de modéliste, et une extrême adresse à manier, avec délice comme disait Alfred Sauvy, les mathématiques lotkaniennes et les concepts de populations stables, auxquelles s'ajoutèrent les quasi-stables, et plus tard les semi-stables. Bourgeois-Pichat nous laisse d'ailleurs un recueil de son cours à l'Ecole des Sciences Politiques sur ces concepts, démontrant ainsi des vertus pédagogiques puisqu'il ne s'adressait pas à des mathématiciens.

Cette dextérité à manier les mathématiques du style Lotka, Bourgeois-Pichat l'appliqua encore à la question du vieillissement dans deux articles de *Population* en 1978 et 1979, à propos du calcul des retraites. Il y démontra que l'on ne peut passer d'un coup d'un système de retraite de répartition à un système de capitalisation étendu à tout le monde dans des conditions de populations stables et avec croissance économique à taux constants. C'est ce que discuta et confirma Nathan Keyfitz dans un article de *Population* un an plus tard. Il est évident que les systèmes par répartition sont extrêmement sensibles à la conjoncture démographique. Or celle-ci n'est pas très brillante en Europe. Aussi, il ne faut pas s'étonner si chacun met de l'eau dans son vin, et si les pays où dominent le système de capitalisation introduisent de la répartition, c'est la Social Security américaine, tandis que les pays où domine la répartition, comme c'est le cas de la France, commencent à envisager une capitalisation parallèle pour contrebalancer le défaut de renouvellement des générations. C'est ce que se propose de faire M. Bérégovoy selon une très récente déclaration. Ceci apparaissait inéluctable en 1986 au Commissariat Général au Plan, en utilisant les travaux de Bourgeois-Pichat, Keyfitz et autres.

Quant à l'habileté de Bourgeois-Pichat à manier les modèles, on peut l'apprécier dans maints articles et notamment celui de 1965 sur "Les facteurs de la fécondité non dirigée", complété par une note de 1977, dans lequel il s'est amusé, si je puis dire, à traiter 56 situations-types voulant décrire l'univers de variation de la fécondité naturelle. Ces 56 situations il les illustra par des graphiques sur lesquels le trio des dessinateurs de l'époque, Granblaise-Forestier-Langlois exerça son talent par de magnifiques arabesques. En fait, cet article s'inscrivait dans une série de travaux commencés dès le début de l'INED par P. Vincent, puis L. Henry, et poursuivis par J. Henripin en 1954 sur la population canadienne du temps passé, puis par Coale et Trussel en 1974, enfin par l'équipe de l'Enquête Mondiale sur la Fécondité. On peut conjecturer que Bourgeois-Pichat, s'il était encore de ce monde, aurait poursuivi cette recherche grâce aux résultats de cette enquête capitale, et qu'il aurait ajouté de nouvelles arabesques à ces 56 situations.

Bourgeois-Pichat excellait à jouer avec la variable temps, loin des échéances immédiates, et de la brève lueur d'une conjoncture démographique courte. Il le fit avec beaucoup d'audace et même une certaine malice. Son "horizon prédictif" était à peu près illimité, n'hésitant pas à entrer dans le domaine de la science-fiction qui se nourrit de notre ignorance de l'avenir. Dans son dernier article de *Population*, "Du XXème au XXIème siècle, l'Europe et sa population après l'an 2000", il imagina un montage démographique où tous les pays suivraient l'un après l'autre l'exemple de l'Allemagne avec un indice de fécondité de 1,3, si bien que la population mondiale s'éteindrait après avoir supporté 100 milliards d'êtres humains depuis la nuit des temps. Cela lui plaisait visiblement car il aimait tomber sur des chiffres ronds. C'était son côté médiatique qu'il savait cultiver avec sa voix enveloppante. Après tout, nous avons pris conscience que nous sommes en mesure de rendre le monde inhabitable, mais pour des raisons qui ne sont pas démographiques. Ce n'était d'ailleurs pas l'épilogue car Bourgeois-Pichat disait que l'espèce humaine pourrait se sauver avec une espérance de vie en bonne santé de 140 ans, ce qui suppose bien plus de 140 ans tous états de

santé confondus, avec la condition que les femmes contracteraient deux unions après que les physiologistes aient fait sauter le verrou de la ménopause. N'étant pas obsédé par le déjà-vu, Bourgeois-Pichat imaginait aisément l'inédit. Il adorait jouer les visionnaires intrépides, lyriques et gais. Quoi de plus tentant que de faire reculer notre insupportable statut d'êtres temporels, limité au surplus dans notre reproduction. Après tout, l'âge maximal de la reproduction des femmes est le seul facteur démographique qui n'ait pas changé depuis que le monde est monde dans la noosphère ! Ses jeux rhétoriques étaient plus ou moins amusants et profonds. Nous entrons dans la postface de la transition démographique du monde où tous les imaginaires sont permis. Ce que je retiens surtout, c'est que Bourgeois-Pichat nous invite à sortir des sentiers battus des projections, et notamment de l'hypothèse d'un monde s'acheminant vers une situation stationnaire commune à l'humanité et décrite par les dernières tables de mortalité et de fécondité.

Je dois dire que je ne sais plus quand Bourgeois-Pichat s'amuse et quand il est sérieux. Vous vous souvenez peut-être de sa conférence à la séance plénière de l'Union³ à Manille en 1981, où il nous parlait des *holons*, néologisme créé par Arthur Koestler pour désigner des entités à deux faces contraires. Le monde vivant, et particulièrement la démographie, disait-il, est le domaine par excellence des holons. Eh bien, je pense que Bourgeois-Pichat était lui-même un holon. Il y avait chez lui une face cartésienne et une autre pleine de fantaisie.

Cette fantaisie, il la mania avec un art consommé de la bonne humeur à la réunion de la PAA⁴ de 1975 où, au lieu de discuter un document fort sérieux sur la population future des Etats-Unis, ce néo-darwinien imagina le monde dans 200 ans avec la technique du clonage appliquée à l'espèce humaine : les sports étaient contaminés par de multiples clones des grands champions ; Al Capone réussissait à obtenir des clones de supergangsters auxquels s'affrontaient 100 000 clones de tireurs d'élite du FBI ; dans un pays socialiste, dix millions de copies conformes du président naissent en une seule année, les cellules nécessaires s'obtenant au marché noir, mais heureusement elles contenaient un gène de la dépression et tous se suicidèrent ; plusieurs copies du Christ et de la Vierge Marie circulaient à travers le monde, véritables sosies de Dieu, etc. Peut-être voulait-il par là montrer ne pas se rendre complice des illusions et des phantasmes qu'engendrent les biotechnologies modernes, sans cependant croire qu'une évolution scientifique puisse être arrêtée. L'article déchaîna l'hilarité générale car Bourgeois-Pichat savait charmer son assistance, et il fut publié dans le très austère *Population Index*.

Dans d'autres cas, je n'arrive pas à distinguer les deux faces du holon. Il passait assez aisément la ligne de séparation. Par exemple, lorsque dans une conférence sur "Population et énergie" il milita en faveur de la fabrication de micro-organismes produisant dans une usine de 10 km² tout ce qu'il faut de protéines à l'humanité. Voilà bien des problèmes du Tiers-Monde résolus, et même ceux des deux autres mondes ! Il écrivit aussi que c'est la combinaison d'un grand nombre de gènes qui explique qu'un individu est un migrant. Encore une fois, pourquoi pas ! Le sort d'un être n'est-il pas d'abord tracé par son patrimoine génétique ?

La gentillesse et la jovialité de Bourgeois-Pichat étaient très grandes et on retrouve ces traits de caractère chez sa femme Rita et sa fille Yolande que je salue ici. Ce père tranquille de la démographie choyait son chien et ses chats, il aimait l'humour et l'appréciait chez les autres. C'était un fin connaisseur du bien vivre, et si vous l'invitiez à souper ce devait être avec du Bordeaux et jamais du Beaujolais. Il était très fidèle en amitié et conserva longtemps des liens avec son ancien directeur aux Nations Unies, John Durand qui lui adressa une lettre émouvante avant son décès, avec Milos Macura qui l'aida à créer le CICRED, Ansley Coale, Nathan Keyfitz, Helmut Muhsam, dont certains sont parmi nous aujourd'hui pour lui rendre un dernier hommage. Il se sentait très à l'aise aux Nations Unies et dans les milieux scientifiques américains où il appréciait la chaleur des relations humaines. Il portait une profonde affection à Elisabeth Bassouls dont il appréciait l'efficacité et à Bui Dang Ha Doan

(3) Union Internationale pour l'Etude Scientifique de la Population (UIESP) [N D L R]

(4) Population Association of America [N.D.L.R.]

qui bâtirent avec lui le CICRED, et bien sûr l'infatigable Hartati Ayrat. Le CICRED avait été créé par lui et pour lui avec des moyens dérisoires et il réussit à en démontrer l'utilité au-delà de sa personne.

Il traita sa maladie avec désinvolture comme pour convaincre ses interlocuteurs, et peut-être aussi lui-même, de son absence de gravité. Aussi, il partit sans dire au-revoir, subrepticement. Aujourd'hui nous lui disons adieu, le coeur serré.

L.T.

ALFRED SAUVY
(1898-1990)

STATISTICIEN, ECONOMISTE, DEMOGAPHE ET ICONOCLASTE⁵

Alfred Sauvy allait sur ses 92 ans lorsqu'il nous quitta le 30 octobre dernier. Il s'était affirmé comme l'un des penseurs les plus écoutés de la société française et de la communauté internationale des économistes et des démographes de ce siècle qu'il parcourut presque entièrement.

Issu d'une famille de vigneron du sud-est de la France, région à laquelle il resta attaché toute sa vie, il gagna les plus hauts sacrements en entrant à l'École Polytechnique. La formation y est exigeante en culture mathématique, ce qui ne l'incita cependant jamais à abuser des méthodes quantitatives. Son objectif a été d'observer les faits, de les analyser en bannissant toute démonstration accessible à la seule élite, et d'en tirer des conclusions pour la prévision et pour l'action. Il lui est même arrivé de s'exprimer en bandes dessinées - en quoi il fut un précurseur- lorsqu'en 1954 il utilisa ce mode de présentation du Plan Mendès-France alors premier ministre.

Esprit effervescent, Alfred Sauvy fut l'un des chercheurs les plus complets de notre temps. Je ne vois guère que Nathan Keyfitz capable comme lui de lier les questions de population à toutes les autres, au point que chacun de ses ouvrages traite à la fois de politique, d'économie, de démographie, de sociologie. Aucun sujet ne l'a rebuté.

Oeuvre politique. Alfred Sauvy a été un homme de science. Il n'a occupé aucun poste politique. De même que Max Weber, il a été toute sa vie passionnément soucieux de la chose publique, comme si la fin ultime de sa pensée aurait dû être la participation à l'action. Son but était d'éclairer l'action. Il n'a cessé de répéter son souci de séparer science et politique, souci aussi aigu que sa conscience des liens entre les deux activités. On ne peut être à la fois homme d'étude et homme d'action sans porter atteinte à la dignité et à l'efficacité de l'un et de l'autre métier. Il considérait l'action à travers la parole et la plume et ne s'en privait pas. Véritable force de la nature, on lui doit 47 livres (à peu près un par an) et un nombre difficile à évaluer d'articles dans des revues scientifiques ou des journaux, et de conférences à travers le monde. Son prestige fut considérable.

Rares furent les démographes comme lui "conseiller du prince", mais un conseiller discret, auprès du président Paul Reynaud au cours des années tragiques 1937-1939, de Jean Monnet et du président Pierre Mendès-France après la guerre. Il fut reçu par le général De Gaulle à qui il exposa divers problèmes, notamment celui des relations entre la France et le Maghreb, et il semble que son interlocuteur retint la leçon. A la différence de Max Weber, Alfred Sauvy se donnait des objectifs et il fut écouté. Malheureusement, les gouvernements de Paul Reynaud et de Pierre Mendès-France ne durèrent que peu de temps.

Alfred Sauvy n'a voué d'allégeance à aucun parti. On peut cependant dire que son cœur penchait plutôt vers le socialisme, mais un socialisme qui n'existe nulle part. Il insista sur "les inévitables et bourgeoises imperfections du capitalisme" et "ses infirmités", système qu'à tort il estimait plus vulnérable que le socialisme. Cela ne l'empêcha pas de critiquer de manière acerbe les régimes socialistes, par exemple la politique du Front Populaire de 1936-1938, ne reculant jamais devant les vérités qui dérangent. Il est imprudent, disait-il au ministre de l'économie de l'époque, de réduire de 48 à 40 heures la durée du travail quand on accroît tout aussi brutalement les revenus, et quand l'industrie allemande, sous la conduite du

(5) Version française d'un texte à paraître dans *Population Studies*.

Dr Schacht, tourne à plein régime pour construire des canons, tanks et avions. Cette politique eut pour conséquence de surcharger les entreprises et finalement d'augmenter le chômage. Mais peut-être demandait-il trop aux décideurs des démocraties dont les peuples voulaient entendre un autre discours que celui de la vérité. S'il s'adressait souvent à la gauche c'est parce qu'il se sentait plus proche d'elle que de la droite.

Comme l'écrivit Raymond Aron à sa leçon inaugurale au Collège de France, Alfred Sauvy s'inscrit dans la lignée des polytechniciens réformateurs : Auguste Comte, Jacques Rueff, Maurice Allais.

Influence sur l'économie. Tout ceci, Alfred Sauvy le raconta dans un ouvrage magistral en 4 volumes, entre 1965 et 1975, avec la collaboration d'Anita Hirsch, avec qui il signa de nombreuses publications, "Histoire économique de la France entre les deux guerres". Il est évident qu'avec ces volumes, Alfred Sauvy considérait que la compréhension de l'action passée devait nécessairement conduire à la volonté d'une meilleure politique dans le présent.

Alfred Sauvy fut le premier conjoncturiste, créant en 1938 à la Statistique Générale de la France, l'Institut de Conjoncture, qui eut, il est vrai, à peine le temps de se développer en raison des événements. Il y publia cependant un *Bulletin Rouge Brique* qui informa subtilement les alliés sur la situation réelle de la France.

Alfred Sauvy n'était aussi l'homme d'aucune doctrine. Son système de pensée s'articulait autour de deux questions qui le préoccupaient jusqu'à l'obsession : le vieillissement démographique, auquel il alla jusqu'à attribuer la défaite de 1940, et le malthusianisme sous toutes ses formes : démographique, économique, linguistique.

Ce malthusianisme, Alfred Sauvy le combattit surtout dans le cadre français car il était hanté par le fait que durant la Grande Dépression les décès commençaient pour la première fois à l'emporter sur les naissances. Les Français croyaient s'enrichir en limitant leurs naissances mais se sont appauvris collectivement et il finirent par en payer le prix par la défaite et l'invasion. Aussi, il accueillit avec scepticisme la démonstration de J. Bourgeois-Pichat en 1945 indiquant que la fécondité avait pris un tournant durant les années noires de l'occupation. Il y avait, en effet, de quoi surprendre et Alfred Sauvy craignait que cette révélation ne contrevint à ses efforts en faveur de la reprise de la natalité.

Les convictions anti-malthusiennes d'Alfred Sauvy ont à peine épargné le Tiers-Monde, excepté dans les cas extrêmes. Il répétait : "Toutes les prévisions concernant les effets économiques d'une augmentation de la population ont été démenties par une évolution plus favorable". Dans les difficultés économiques qu'éprouve le Tiers-Monde, Alfred Sauvy s'en prend plus au développement qu'à la croissance démographique, et la Conférence mondiale sur la population de Bucarest de 1974 adopta, on s'en souvient, le même point de vue.

Alfred Sauvy ne croyait pas à l'existence d'un problème démographique mondial car il était convaincu de l'irréductible diversité des questions de population. Il répétait que les trois cavaliers de l'Apocalypse sont la famine, les grandes épidémies et les guerres, et jamais la population ou même l'environnement. Il exprima un vif courroux à l'égard de l'ouvrage malthusien de W. Vogt, "The Road to Survival" (1948) et lui opposa "La géographie de la faim" (1949), de J. de Castro, qui cependant ne valait guère mieux. On peut regretter le faible poids du Tiers-Monde dans l'abondance de l'oeuvre.

Quant au malthusianisme économique, Alfred Sauvy le combattit en mesurant l'écart entre réalités et mythes dans de nombreux domaines.

D'abord, pour ce qui touche à la productivité et à l'emploi en confondant ceux qui pensent que le progrès de la productivité et la machine créent du chômage, alors qu'en réalité elles augmentent le nombre des emplois. Pour Alfred Sauvy le travail est illimité, et si les

jeunes sont bien formés c'est plutôt vers un manque de main-d'oeuvre auquel on devra assister. "Les chômeurs sont des hommes présents, concrets, bien visibles, alors que les emplois potentiels ne sont que des abstractions". Il souhaitait prolonger la vie active, laisser travailler ceux qui le veulent et le peuvent, et bannir un "âge couperet" de la retraite applicable à tous.

Il demanda aux économistes de construire des "matrices d'emploi" pour connaître la "population active demandée", et ainsi permettre une meilleure rationalisation des choix, car pour lui le but de la société est la création de richesses, et c'est en satisfaisant la consommation que l'on crée des emplois. Il ne réussit guère à convaincre les économistes de l'intérêt d'une telle étude car les offres et les demandes des acteurs ne s'ajustent pas exactement et sans friction. L'idée était limitée par les insuffisances des sciences de notre temps. Elle était cependant lancée et elle fera peut-être son chemin, en commençant par l'échelle sectorielle.

Les vues d'Alfred Sauvy étaient très optimistes car "le progrès est obligé de ne jamais s'arrêter, de trouver de nouvelles formes qui permettent de mettre en oeuvre de nouvelles sources de richesse". Il partit en guerre contre les "lanceurs d'alarme" : les Meadows et le Plan Mansholt, auteurs de "La croissance zéro", à laquelle il consacra un livre en 1968, sans toutefois tomber dans l'excès opposé. Alfred Sauvy redoute l'attitude de peur face à l'avenir. Il crut beaucoup aux difficultés créatrices.

Alfred Sauvy s'attaqua aux puissants lobbies malthusiens : alcool, logement, automobile. Il prit position dès 1950 contre la gratuité de l'espace que l'automobile utilise avec désinvolture, et annonça la paralysie de la circulation et le bouleversement des villes. Il s'insurgea contre la "désertification" de la France profonde au profit de certaines régions et des villes, et il dénonça les nuisances et les négligences des pouvoirs publics à leur endroit. Il s'éleva contre le conservatisme de l'université qui refusa l'entrée de A. Lotka, puis celle de P. Demyen, sous le prétexte qu'ils ne possédaient pas de diplômes français.

L'ensemble de ces idées se trouve en germe dans le premier de ses ouvrages, "Richesse et population" (1943), qui eut un grand retentissement et dont les idées furent approfondies sur le plan théorique dans ce que l'on peut considérer comme son oeuvre majeure, "Théorie générale de la population" (1954, 1963 et 1966), au fil de trois éditions qui ont considérablement amélioré l'oeuvre originale.

Si l'on devait chercher un maître spirituel à Alfred Sauvy, il faudrait citer Adolphe Landry (1874-1956), économiste, auteur de "La Révolution démographique" (1934), premier ouvrage décrivant la transition démographique et auteur dès 1929 de l'ouvrage intitulé "Le maximum et l'optimum de population".

Alfred Sauvy fut membre de nombreuses commissions : Commission des comptes et budgets économiques de la nation, Conseil Economique, Comité Rueff-Armand en 1959 chargé de rechercher les rigidités de l'économie, Commissariat Général du Plan, etc.

Oeuvre démographique. Le premier travail de technique démographique d'Alfred Sauvy remonte à 1933 lorsqu'il calcula des projections de la France. Il ne faut pas s'étonner si, influencé par l'époque, il arriva pour 1975 à une population plus faible que celle observée : entre 31 et 39 contre 52,6 millions. Frank Notestein ne fit pas beaucoup mieux dans une étude commandée en 1939 par la Société des Nations, et même J. Bourgeois-Pichat en 1950, donc en plein baby boom. L'inattendu a souvent surpris les meilleurs démographes, car nous vivons dans un monde mouvant, à faible stabilité, et que nous ne comprenons pas.

Alfred Sauvy obtint la promulgation du décret sur le "Code de la famille" le 29 juillet 1939, premier acte de politique démographique, et qui servit de modèle à d'autres pays.

Il s'efforça de distinguer dans les investissements ceux qui reviennent aux facteurs démographiques ("investissements démographiques"), et ceux qui reviennent au développement ("investissements économiques"), sujet aussi difficile que celui qui consiste à distinguer les facteurs dus aux programmes démographiques et ceux dus au développement dans la baisse de la fécondité du Tiers-Monde.

Sur le problème du vieillissement, Alfred Sauvy a été le premier à montrer que ce qu'une génération a voulu est pour la génération suivante destin inexorable, mettant ainsi en évidence une morale de responsabilité collective.

On lui doit sur l'immigration la première estimation en 1946 des besoins à 5 millions pour la France. Il fut cependant déçu peu après que les espoirs qu'il mettait en cette immigration massive ne furent pas suivis dans les faits. Il proposait de recevoir "ceux des migrants qui sont vraiment capables de devenir français".

Compte tenu de tout ce qui précède, on ne pouvait souhaiter meilleure personnalité qu'Alfred Sauvy pour créer un centre de recherches démographiques interdisciplinaire en 1945 à l'initiative du général De Gaulle. Ce fut peut-être l'apport le plus important. Cette institution, la première du genre, fut la plus forte en nombre de chercheurs et elle l'est encore aujourd'hui. Dès le départ, Alfred Sauvy sut s'entourer d'un groupe d'experts qui rapidement acquirent une renommée mondiale : J. Bourgeois-Pichat, L. Chevalier, R. Gessain, L. Henry, S. Ledermann, J. Stoetzel, J. Sutter, P. Vincent, tous dans leur trentième année et pourvus de diplômes éminents. Ils constituèrent les "pionniers de l'INED". Analysant dans leur contexte économique et social les phénomènes de population, Alfred Sauvy laissa à ses collègues le soin de l'analyse technique. Il décida le 1^{er} janvier 1962 de laisser la place de directeur à J. Bourgeois-Pichat, de retour d'un séjour de 8 ans aux Nations Unies, pour se consacrer à ses travaux personnels, et notamment à son cours au Collège de France, la plus haute institution universitaire. J. Bourgeois-Pichat céda à son tour ce poste au cours de l'été 1972 à G. Calot, actuel directeur, pour devenir président du CICRED.

Alfred Sauvy fut le représentant de la France à la Commission de la Population, de sa création en 1947 jusqu'en 1974, et en fut le président au cours des deux premières sessions. Ceux qui ont participé à ces sessions se souviennent de la qualité des joutes oratoires à une époque où les questions de population étaient plus controversées qu'elles ne le devinrent après la conférence de Bucarest, qui mit fin au débat idéologique, au moins pour un temps.

Alfred Sauvy fut aussi président de l'Union Internationale pour l'Etude Scientifique de la Population.

Autres apports. Les ouvrages d'Alfred Sauvy sont pleins de fines analyses qui relèvent à la fois de l'histoire sociale et culturelle, de la sociologie, de l'anthropologie, et on pourrait presque ajouter de la psychanalyse, car il sut mobiliser tous les concepts à sa disposition pour rendre compte de la façon dont s'élaborent une conscience collective qui transcende les individus et les comportements individuels qui l'accompagnent.

Alfred Sauvy annonça la révolte des jeunes avant 1968 et lui consacra ensuite un ouvrage entier. "Les jeunes, écrivit-il en 1959, finiront par percer la croûte malthusienne qui s'oppose à leur accueil. Ils finiront par pénétrer dans la place et réclamer leurs droits. Mais ce sera alors une ère de turbulences et de désordres politiques".

Alfred Sauvy se prononça contre le racisme : "Les savants qui le défendent trahissent la science". On peut cependant s'étonner que pas un mot sur les génocides n'ait trouvé place dans cette oeuvre pleine de générosité ; il est vrai que la démographie des populations qui en ont été les victimes reste à faire.

L'hostilité d'Alfred Sauvy à l'égard du malthusianisme le poussa jusqu'aux questions de langage, car il aimait les mots qui "bougent" et il était maître dans l'art de forger des

formules ramassées et lumineuses. Nous lui devons entre autres l'expression "Tiers-Monde", apparue la première fois dans un hebdomadaire français : "car enfin ce Tiers monde ignoré, exploité, veut lui aussi être quelque chose", écrivit-il.

Cet homme simple, plein d'humour -il était l'ami de Tristan Bernard, de Jacques Tati- écrivit de courtes pièces de théâtre, et sur la poésie ("Quelques réflexions sur l'harmonie dans la poésie de Valéry"). Il portait un béret et sillonna longtemps les rues de Paris à bicyclette. Il était un conteur à l'écriture fluide et séduisante. Il aimait les vieux livres et sa bibliothèque des premiers économistes faisait l'objet de tous ses soins et d'une fierté légitime.

L.T.

DIX PROBLEMES DE POPULATION EN PERSPECTIVE

Ce document a pour objectif de montrer comment se présentent les problèmes de population dans le monde à l'orée du XXIème siècle dans leurs relations avec les autres problèmes fondamentaux du long terme, c'est-à-dire le développement, l'environnement, les ressources et les questions politiques.

PROBLEMES ACTUELS : DEUX HEMISPHERES, DEUX DEMOGRAPHIES

Les cartes démographiques, économiques et politiques du monde sont en train de connaître des bouleversements inédits dans l'histoire de l'humanité, en raison des décalages et des retards dans les parcours de transition.

D'un côté les pays industriels sont entrés dans une nouvelle phase de ce que l'on peut appeler la post-transition démographique, qui ne s'inscrit pour le moment dans aucun code connu. Les fortes différences qui existaient entre les pays, et qui tenaient à des différences sociologiques, se sont effacées ou se sont fortement atténuées. L'évolution a un "coût démographique" qui n'est pas mince, la cohabitation ayant pour effet de retarder ou d'empêcher la formation des familles, et un "coût social" car la famille n'a jamais été aussi fragile. L'inexorable processus de vieillissement est une des menaces les plus sérieuses à l'exceptionnelle richesse des pays industriels. Le mouvement responsable du déclin démographique des pays riches est si puissant que les gouvernements qui souhaitent renverser la tendance sont à court de moyens, désirant ne pas s'opposer à la diffusion démocratique de la régularisation des naissances et au progrès de la condition féminine. D'ailleurs, l'histoire montre que l'action des gouvernements pour faire remonter la fécondité a presque toujours échoué. Les problèmes de population qui agitent l'opinion publique dans les pays riches sont de trois ordres :

- les questions éthiques portant sur l'avortement qui ne cesse de remuer les consciences, notamment aux Etats-Unis,
- la détérioration à peu près certaine des régimes de retraite due au vieillissement,
- la pression de l'immigration provenant du Tiers-Monde.

Sur ce dernier point la "demande" de migrants de la part des pays riches est faible par rapport à "l'offre" des pays pauvres qui se présente aux frontières en raison de l'accroissement démographique de ces pays, des échecs du développement et de leur instabilité politique pour la plupart.

Alors que les pays industriels évoluent vers une certaine homogénéité, le Tiers-Monde s'oriente lui vers plus d'hétérogénéité. Bien des pays commencent à ne plus figurer sous cette appellation. Le fait d'appartenir au continent asiatique n'implique plus nécessairement l'appartenance au Tiers-Monde.

Nous assistons à l'éveil d'une partie du Tiers-Monde sur la scène économique internationale, à sa diversification démographique et à l'intensification des relations économiques internationales dans un monde marqué par la multipolarité et l'interdépendance dans un contexte de révolution technologique qui transforme les économies et les sociétés.

Cependant, un examen attentif montre que cette perspective n'apparaît s'ouvrir que pour les populations qui parcourent rapidement la transition démographique, qui ont su

appliquer les préceptes de la Révolution Verte, qui ont su surmonter les difficultés sur le plan de l'énergie, qui ne se sont pas endettés exagérément et qui ont développé des industries d'exportation.

Trois grandes catégories de pays restent pour le moment en dehors de ces perspectives favorables :

- Il s'agit d'abord de l'Afrique dans sa presque totalité, notamment au sud du Sahara. C'est la seule région du monde où la transition démographique, loin de se manifester comme à peu près partout ailleurs dans le monde, même s'il ne s'agit encore que d'un début, est ici reportée au début du siècle prochain, avec une multiplication par 10 entre 1950 et 2025. La croissance démographique de l'Afrique est d'autant plus préoccupante qu'elle survient au moment où l'évolution économique rend très difficile le maintien des subsistances au niveau actuel, déjà dramatiquement insuffisant. La dépendance alimentaire ne cesse de s'aggraver. Le continent traverse une crise profonde sans précédent, qu'on aurait tort de juger seulement sur le plan économique car elle touche les fondements même des sociétés africaines, comme en témoignent les difficultés éprouvées à trouver un équilibre démographique. L'ampleur et la gravité de la situation appellent une nouvelle approche du concept même de développement.

- La deuxième grande région du monde où la transition accuse un retard est l'Amérique latine. Le continent traverse actuellement la plus grave crise financière connue depuis les années 30. La forte croissance économique et la forte croissance démographique allaient de pair, faisant illusion, au cours des années 60 dans les principaux pays de la région. Les conditions économiques extrêmement difficiles que vit actuellement l'Amérique latine peuvent avoir différentes conséquences négatives sur l'évolution démographique. Ou bien dans les pays les plus pauvres la persistance de la pauvreté aura pour conséquence d'empêcher l'émergence de conditions favorables à la transition démographique, ou de retarder cette émergence. C'est le piège bien connu de la "souricière de Nelson". Ou bien, l'on assistera à ce que l'on pourrait appeler la "transition démographique de misère", c'est-à-dire le fait de populations vivant dans la misère, mais où la fécondité diminuera à la faveur de la propagande sur la limitation des naissances, ce que l'on observe dans certaines régions pauvres du Brésil. Enfin, dans les pays d'Amérique latine que l'on appelle les "pays de l'Europe d'Outre-mer" (Argentine, Uruguay, Chili), la mortalité a cessé de reculer en raison de la crise économique.

- L'Asie est la troisième région du monde où, à côté des réussites économiques éclatantes, comme c'est le cas des "quatre dragons" et autres "nouveaux pays industriels", on trouve selon la Banque Mondiale six cents millions de personnes vivant dans la "pauvreté absolue". Cela ne signifie pas seulement faible revenu et malnutrition, mais aussi absence d'accès à l'éducation, aux soins, au logement, à l'eau potable et à l'égout. Cette pauvreté on la trouve au Bangladesh, en Birmanie, au Pakistan, en Afghanistan, au Cambodge, mais aussi dans les pays où la situation d'ensemble s'améliore comme aux Philippines (où la "pauvreté absolue" concernerait 35 % de la population totale), au Sri Lanka. En Inde, cette pauvreté serait le lot de 40 % de la population totale. On sait qu'en Chine 130 millions de Chinois demeurent dans le dénuement. Cette pauvreté reste pour l'ensemble un phénomène rural.

Au total, on peut considérer qu'une fraction importante du Tiers-Monde, estimée à au moins un milliard d'habitants, reste à l'écart du développement, et comme cette population ne connaît pas encore de réelle transition démographique, elle doublerait d'ici à l'an 2025. Bien entendu on peut espérer qu'une fraction de cette population sortira de la "pauvreté absolue" avant de doubler.

DIX PROBLEMES DU FUTUR

Les questions qui se présentent pour un futur plus ou moins immédiat sont au nombre de dix :

1. le "retour de flamme" de la mortalité dans les pays tropicaux, notamment avec l'accroissement du paludisme,
2. l'émergence récente du SIDA, qui frappera surtout le Tiers-Monde,
3. les questions nouvelles de l'environnement, que ce soit à l'échelle locale ou mondiale,
4. la mauvaise répartition des populations à l'intérieur des frontières et l'urbanisation incontrôlée,
5. la pression migratoire en provenance du Tiers-Monde vers les pays industriels, ou entre les pays du Tiers-Monde eux-mêmes,
6. les questions des droits de l'homme dérivées de l'accroissement des populations,
7. les difficultés rencontrées dans le Tiers-Monde dans l'amélioration de la condition de la femme,
8. les nouvelles technologies concernant la reproduction humaine,
9. les politiques démographiques,
10. les projections démographiques.

Voyons-les tour à tour.

1. LE "RETOUR DE FLAMME" DE LA MORTALITE DANS LES PAYS TROPICAUX

Nous avons assisté partout dans le monde au cours de ces dernières décennies à un recul de la mortalité au point que nombre de pays du Tiers-Monde vont bientôt entrer dans le "Club des 70 ans et plus", c'est-à-dire des pays dont l'espérance de vie à la naissance atteint ou dépasse 70 ans. Certains signes semblent cependant annoncer une évolution moins favorable :

- absence de développement,
- mauvaises conditions de milieu (sécheresse, insalubrité des villes surpeuplées, etc.).

Il est déjà évident que le paludisme revient en force. La recrudescence est nette et régulière. Les quarante dernières années d'activité antipaludique ont été marquées par un recul spectaculaire de la morbidité et de la mortalité dû au DDT, suivi par une forte reprise due à des revers d'origine financière, administrative ou opérationnelle, à la résistance des vecteurs à la chloroquine, mais surtout au développement insuffisant des services de santé de base. Selon l'OMS, ce n'est pas moins de 1,7 milliard d'habitants des régions tropicales qui sont menacés de paludisme car la situation y est "instable et se détériore". Les estimations les plus récentes indiquent qu'il y a actuellement 100 millions de cas de paludisme dans le monde chaque année, et que le nombre de personnes porteuses du parasite est de 264 millions, dont une grande partie sur le continent africain et en Amérique centrale et du sud, notamment en Amazonie. Dans certains pays très touchés comme le Nigéria, le Kenya et la Gambie, 20 à 30 % des décès des nourrissons sont la conséquence de l'infection paludéenne.

Cependant, les progrès dans la prévention et le traitement de la maladie peuvent apporter des améliorations substantielles, comme cela est constaté en Chine et en Inde. Tout ceci montre qu'en matière de santé rien n'est jamais définitivement acquis et qu'un relâchement de la vigilance peut conduire à des revers cuisants. L'OMS fait aussi état d'une recrudescence des maladies vénériennes, soit du fait des mouvements de population, soit par l'insuffisance des moyens de santé. Les budgets de santé dans le Tiers-Monde dépassent rarement 5 % du PNB, et ont tendance à diminuer avec la crise économique, alors que les besoins augmentent avec l'accroissement démographique.

2. L'EMERGENCE DU SIDA

Une inquiétude grandissante s'empare des services de santé du monde entier et de l'opinion publique avec l'irruption spectaculaire sur la scène épidémiologique internationale de l'épidémie du syndrome d'immunodéficience acquise. Il s'agit plus que d'une épidémie, d'une véritable pandémie qui est appelée à prendre une dimension démographique. Aucun pays ne reste à l'abri et la pandémie, commencée dans les métropoles, gagne maintenant les provinces et les milieux ruraux. On peut considérer que la pandémie aura pour conséquence de freiner la hausse de l'espérance de vie dans certains pays. Bien que la progression du virus date d'au moins une quinzaine d'années, cette progression semble inéluctable en l'absence de progrès médicaux pour les dix prochaines années au moins. Des chiffres officiels concernant l'Afrique au sud du Sahara font état de pourcentages d'adultes infectés atteignant jusqu'à 20 % en milieu urbain dans l'Afrique de l'Ouest, du Centre, au Rwanda et au Burundi. Dans l'Ouganda, l'un des pays les plus sévèrement touchés, la prévalence des personnes atteintes serait de l'ordre de 10 % de la population adulte totale. Dans une clinique de Nairobi, la prévalence du VIH chez les femmes enceintes était à peu près nulle il y a une dizaine d'années. Le taux serait passé selon l'OMS à 2 % montrant que la maladie pourrait s'étendre rapidement aux nouveaux-nés. La transmission verticale de mère à fœtus prend rapidement des proportions importantes.

En fait, la force de la pandémie dans le Tiers-Monde est liée à nombre de comportements qui influencent d'autres facteurs démographiques et du sous-développement, et qui ne se modifieront pas aisément car ils sont ancrés dans le tissu culturel. La forte stérilité que l'on observe dans certains pays africains semble tenir des mêmes causes que la morbidité due au SIDA. L'effet démographique escompté sera de toute évidence beaucoup plus marqué dans les pays du Tiers-Monde que dans les pays industrialisés, et notamment en Afrique au sud du Sahara et dans les Caraïbes. Selon J. Bongaarts, le potentiel de dissémination du virus est si important qu'entre 10 et 20 millions d'Africains pourraient être atteints d'ici à l'an 2000. La prévalence du virus dans l'ensemble de l'Afrique pourrait doubler ou même tripler et atteindre 5 % à la fin du siècle. Dans les régions les plus touchées le taux de mortalité pourrait doubler, ce qui signifie qu'un décès sur deux serait attribué au SIDA.

Partout la pandémie progresse. C'est surtout le cas, en dehors de l'Afrique, de l'Asie du Sud-Est où la situation est à la fois la plus nouvelle et la plus inquiétante : Thaïlande, Inde et même Birmanie et Chine. L'Europe de l'Est est elle-même touchée. La pandémie a encore du chemin à faire parmi les toxicomanes, les prostituées et les homosexuels.

Dans de telles perspectives, les systèmes de santé, l'économie entière déjà si mal en point dans nombre de pays en développement, et le tissu social lui-même pourraient se trouver sérieusement ébranlés. Nul doute que la maladie soit devenue un fléau s'ajoutant aux innombrables difficultés que les pays du Tiers-Monde ont déjà à résoudre.

3. L'ENVIRONNEMENT

La troisième source d'inquiétude porte sur l'environnement. C'est un problème plus nouveau que celui de la population puisqu'il ne fut pleinement révélé qu'à la Conférence de Stockholm de 1972. La grande responsable du problème est l'industrialisation, phénomène relativement récent dans l'histoire de la biosphère, et qui a atteint des degrés extraordinaires dans les temps modernes.

Le problème est vicié par des facteurs émotionnels et par l'absence d'informations solides, bien que le message de la communauté se fasse plus pressant à mesure qu'il devient plus précis.

La question de savoir dans quelle mesure la croissance de la population et sa distribution géographique exercent des effets sur l'environnement, et ont de ce fait une incidence sur le développement, reste sans réponse.

Il faut commencer par rappeler cette vérité incontestable des limites de l'espace terrestre et des ressources disponibles. Nous devons accepter l'idée que nous parvenons à la fin d'un long cycle de croissance démographique et économique peu marqué encore par des catastrophes écologiques à l'échelle locale ou régionale. A moins d'aveuglement volontaire ou d'ignorance, on ne peut penser que l'espèce humaine puisse continuer à se multiplier comme elle l'a fait au cours des quatre dernières décennies, et surtout que les formes d'industrialisation qui ont été celles des pays développés puissent s'étendre à la population restée à l'écart, qui est majoritaire puisqu'il s'agit du Tiers-Monde.

Tant que les catastrophes étaient locales ou même nationales, cela n'inquiétait qu'une région ou une nation. Mais avec la perspective de changement de climat qu'on attend du réchauffement de la terre, et d'un élargissement possible de la cavité d'ozone qui protège des effets néfastes des rayons ultra-violet, toutes les nations sont désormais concernées. L'avenir du climat est le problème le plus grave de la planète.

Les causes des problèmes de l'environnement doivent être trouvées à la fois dans la richesse et dans la pauvreté des nations, richesse des nations industrielles d'aujourd'hui, pour longtemps minoritaires démographiquement, et pauvreté des nations du Tiers-Monde d'aujourd'hui, majoritaires démographiquement et qui le seront encore plus dans les décennies à venir. Alors que le facteur démographique intervient peu dans la détérioration de l'environnement par les pays industriels, il est une cause potentielle importante de cette détérioration dans les pays pauvres.

Si la richesse plus que la pauvreté est cause de la détérioration de l'écosystème, il pourrait en être autrement dans l'avenir à cause de la très forte croissance démographique attendue dans le Tiers-Monde. Imagine-t-on ce que sera l'air que l'on respirera, l'eau que l'on boira, si les 4 milliards d'habitants du Tiers-Monde, qui seront presque 7 milliards en 2025, réussissent, comme ils l'aspirent légitimement, à vivre et à produire comme le fait le 1,2 milliard d'habitants des pays actuellement riches ? Les pauvres, qui forment la grande majorité à l'avenir, vont probablement dégrader l'écosystème mondial en essayant de se développer à n'importe quel prix. On peut déjà en prendre pour preuve ce qui se passe dans les pays du Tiers-Monde qui commencent à s'industrialiser. La dure vérité qu'il faut regarder en face est que l'écart entre pays riches et pays pauvres devient impossible à combler dans le cadre de pensée et dans le système d'organisation des pays riches d'aujourd'hui.

4. MAUVAISE REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES POPULATIONS ET URBANISATION INCONTROLEE

Il faut commencer par retenir que, selon les enquêtes faites auprès des gouvernements par les Nations Unies, presque tous les pays du Tiers-Monde reconnaissent qu'ils sont incapables de résoudre le conflit qui existe entre leurs objectifs de développement et la distribution géographique de leur population. Celle-ci est de plus en plus défavorable à une pleine utilisation des ressources, à une bonne intégration de la population aux activités économiques, sociales et même politiques, et enfin à la protection de l'environnement. Et ces difficultés sont appelées à aller en croissant si des mesures ne sont pas rapidement prises car la population croît rapidement et on considère qu'environ la moitié de l'accroissement urbain est due à l'immigration et l'autre moitié à la croissance naturelle en milieu urbain. Il faut contenir les mouvements migratoires à la fois en volume et en direction. Mais jusqu'ici, à peu près aucun gouvernement des pays en développement n'a réussi à contenir la migration des campagnes vers les villes, faute d'une politique d'investissement et d'emploi en milieu rural. Les grandes villes, même si elles paraissent saturées, semblent offrir plus de possibilités, sinon d'espoir, qu'une campagne inerte par manque de développement. L'immigration vers les villes insalubres et surpeuplées du Tiers-Monde est le fruit de projets individuels, et l'idée de décentralisation géographique de la population par les gouvernements a échoué.

L'urbanisation incontrôlée met en cause les équilibres fondamentaux. Les grands ensembles urbains qui se constituent à la périphérie des villes ne s'intègrent pas à l'économie des villes au point que l'on peut parler de "pseudo-urbanisation". La croissance des villes est disproportionnée par rapport aux capacités d'absorption et de création d'emplois, augmentant ainsi le chômage urbain. Ce type d'urbanisation s'accompagne d'une forte instabilité sociale. Les villes deviennent le siège de vives tensions sociales. L'examen d'une carte des émeutes urbaines en 1978-1989 le montre bien. On y trouve les villes de plus rapide croissance dans le Tiers-Monde. Or la sécurité des pays dépend pour une large part de la paix des métropoles. Les débordements sont d'autant plus difficiles à contrôler que les villes sont plus grandes.

Enfin, la gestion des villes devient une tâche impossible. L'effondrement de l'hygiène publique à Bamako en est malheureusement un bon exemple. Les maires des grandes villes du Tiers-Monde sont à ce point débordés qu'ils concentrent souvent leurs ressources aux quartiers occupés par les nouveaux arrivants à la périphérie. Le gigantisme urbain et une industrialisation "sauvage" vont de pair avec l'aggravation de la pollution, la dégradation des services urbains, l'extension des bidonvilles, qui toutes ont des conséquences sur la santé et la vie sociale.

L'implantation même des villes du Tiers-Monde remonte à la période coloniale. Plus de 80 % de la population du Tiers-Monde vit à moins de 80 kilomètres des côtes, près des embouchures des fleuves et y déversent leurs égouts. Cette implantation est destinée à permettre à la bourgeoisie de commercer avec les métropoles européennes.

5. LA PRESSION MIGRATOIRE INTERNATIONALE

On ne peut s'empêcher de penser que le grand brassage de population qui ne manquera pas de résulter à la fois des différences de croissance démographique et des différences de progrès économique entre le Nord et le Sud pourra être une source de tensions politiques si des mesures ne sont pas prises à temps. Alors que les différences de croissance démographique et les différences de développement économique entre pays riches et pays pauvres sont allées en augmentant considérablement, les possibilités de migration entre les deux types de pays n'ont pas suivi le même rythme, bien au contraire.

Avec le développement de structures économiques nouvelles nécessitant moins de travail peu qualifié, on observe une fermeture progressive des pays européens à la migration. Cette fermeture est en fait l'objet de décisions non concertées entre les gouvernements européens et elle n'a pas empêché la continuation de l'immigration vers l'Europe du fait du

regroupement familial, de l'afflux grandissant de réfugiés et de clandestins. La migration actuelle est moins une migration de main-d'oeuvre comme c'était le cas autrefois. Elle est devenue plus jeune et plus féminine avec l'arrivée des femmes et des enfants, et plus permanente, rendant plus lointaine l'idée de retour. La migration vers l'Europe vient d'horizons de plus en plus éloignés. Un phénomène relativement récent, mais appelé à s'amplifier, est l'importance grandissante des flux originaires d'Asie, que ce soit sous la forme habituelle aux autres mouvements, ou sous la forme de "boat people". La capacité d'absorption des pays industriels est limitée alors que le potentiel de demande d'immigration vers les pays riches ne cesse de croître. Comme l'a souligné récemment M. Claude Cheysson pour la France :

"Nous ne pouvons pas, dans un avenir proche ou lointain donner du travail à plus d'étrangers que ceux que nous abritons déjà".

Il ne fait guère de doute que le problème des migrations internationales, si localisés que soient les mouvements de grande ampleur pour le moment, constitue un problème politique des plus délicats pour le futur. L'histoire montre déjà que lorsque plusieurs groupes ethniques coexistent sur un même territoire, à la suite de mouvements migratoires, des conflits apparaissent tôt ou tard.

Dans la dissymétrie Europe-Méditerranée, ou celle tracée en Amérique par le Rio Grande, sur les plans démographiques, économiques et culturels, on a de toute évidence affaire à un avenir difficilement modifiable à court terme et à moyen terme.

On ne saurait trop insister sur le fait évident que la pression migratoire s'exerce toujours à partir des pays à forte croissance démographique et faible maîtrise du développement. Aussi, le véritable débat sur l'immigration doit consister à s'interroger sur les causes du processus plus que sur ses effets. Il n'y a guère que le développement dans les pays du Tiers-Monde qui puisse retenir chez eux les migrants originaires de ces pays, et leur permettre de travailler dans leur milieu culturel et familial plutôt que dans des milieux qui leur sont souvent hostiles. L'Europe est un partenaire économique majeur pour les états méditerranéens et africains. L'aide à ces pays doit rester au centre de ses préoccupations, notamment sur le plan démographique, dans l'intérêt des uns comme des autres.

La migration va sans doute créer des modifications dans les rapports politiques entre les nations.

6. LES QUESTIONS DES DROITS DE L'HOMME DERIVEES DE L'EVOLUTION DE LA POPULATION

En fait, tous les points traités précédemment soulèvent des questions sur le plan des droits de l'homme et des responsabilités individuelles et collectives. Ces questions sont souvent difficiles à trancher car elles conduisent la plupart du temps à ces recommandations qui peuvent permettre de résoudre certains problèmes tout en créant d'autres sur des aspects différents. Mais c'est précisément la morale des politiques d'être une morale de responsabilité. Enumérons quelques questions.

Le SIDA présente des problèmes moraux et politiques. Aider à lutter contre la maladie est une forme de respect des personnes qui ont des styles de vie différents.

Les gouvernements des pays qui ont accueilli des immigrés n'ont pas toujours mesuré combien dans le passé la migration a posé un sérieux problème de responsabilité collective. On ne peut faire appel à la migration quand tout va bien et la rejeter sous forme de xénophobie selon les caprices de la conjoncture. L'Europe a ouvert ses portes à une époque où elle n'avait pas d'inquiétude à la fois sur le plan économique et sur le plan démographique. Elle se trouve aujourd'hui dans la situation inverse avec un stock d'immigrés, alors qu'elle souffre de taux de chômage inédits depuis la dernière guerre. L'Europe ne peut refuser la

contre-partie des avantages qu'elle a tirés de la migration pendant la période où elle en avait besoin. La contribution apportée par les travailleurs migrants au développement économique des trois décennies 50, 60 et 70 dans les pays industriels a été substantielle. Le devoir de l'Europe est d'intégrer ces immigrés sur le plan économique, social, politique et humain.

Le statut juridique de bien des immigrés dans les pays d'accueil continue de soulever de sérieux problèmes. L'intégration des communautés étrangères dans les pays d'accueil est un problème qui n'a pas encore été résolu. Par contre, on ne peut accuser l'Europe d'égoïsme si elle juge qu'elle est contrainte de ne plus accepter à nouveau de forts contingents d'immigrés tant que la situation de l'emploi ne le permettra pas. Et, d'ailleurs, on a vu à une époque récente des pays du Tiers-Monde eux-mêmes rejeter des immigrés des pays voisins, avec lesquels les frontières sont artificielles et faciles à franchir, qu'ils avaient acceptés au moment où la conjoncture économique était bonne.

Les interactions entre les facteurs démographiques, économiques, sociaux, font apparaître de façon de plus en plus nette que les comportements individuels ont des conséquences à l'échelle collective, ce que les économistes appellent des "externalités".

Décider d'avoir une petite ou une grande famille ne laisse pas sans conséquences l'ensemble de la société, et pose donc des problèmes de responsabilité.

De même, les interrelations complexes entre la population, l'économie et l'environnement font que les décisions des gouvernements sur le plan démographique pourront demain ne plus être considérées comme une affaire purement nationale car elles répondent de plus en plus à des préoccupations internationales. Une croissance démographique très forte dans un pays dont les réussites de développement sont faibles crée nécessairement une incitation à l'émigration vers des pays qui se développent mieux, mais dont la capacité de recevoir de nouveaux émigrants est limitée.

7. L'AMELIORATION DE LA CONDITION DE LA FEMME

La question concerne tous les pays développés ou en développement. On a du mal à réaliser qu'au lendemain de la dernière guerre, par exemple, les femmes n'avaient pas encore le droit de vote en France. Bien du chemin a été accompli depuis, mais il reste encore beaucoup à faire partout.

Ce n'est pas une simple coïncidence si les pays les plus en retard dans le parcours de la transition démographique sont aussi ceux chez lesquels l'absence d'épanouissement de la condition féminine est le plus patent. Cela se traduit par des taux de scolarité des filles inférieurs à ceux des garçons, souvent la polygamie, une différence de mortalité infantile selon le sexe de l'enfant, une forte mortalité maternelle, un temps considérable de la vie passée en maternités successives, une moindre préparation professionnelle des jeunes filles par rapport à celle des garçons, un salaire inférieur à celui des hommes à travail égal, un dur labeur des femmes en milieu rural, etc. Dans nombre de pays, peu de perspectives s'ouvrent aux femmes en dehors du mariage et de la maternité. Et cependant les femmes jouent un rôle majeur dans l'économie non monétaire (agriculture de subsistance), comme dans l'économie monétaire (petit commerce, secteur informel, emplois salariés).

Nombreuses sont les femmes qui pensent avoir été trop longtemps abusées pour atteindre des objectifs démographiques au mépris de leur bien-être. Entre le moment où commence la vie féconde et le moment où elle se termine s'écoulent en moyenne de 14 à 18 ans dans bien des pays du Tiers-Monde, contre moins de 5 ans dans les pays riches. C'est une longue période pendant laquelle les femmes sont tenues au foyer, soumises à la domination masculine, écartées d'autres activités, ce qui ne les empêche pas d'accomplir près des deux tiers des heures de travail de la communauté. On calcule que 60 à 80 % de la production vivrière en Afrique sont imputables au travail féminin.

Tout changement qui touche à un aspect de la vie des femmes, que ce soit en bien ou en mal, se répercute sur tous les autres aspects de la vie familiale. L'éducation peut jouer dans le changement un rôle décisif. Une étude récente sur quatre pays latino-américains (Colombie, République Dominicaine, Equateur et Pérou), montre que l'amélioration de l'éducation, indépendamment de tout autre facteur, explique 40 à 67 % du déclin de la fécondité dans ces quatre pays. En investissant dans l'éducation des femmes on investit le plus sûrement pour le futur, car ce sont les femmes qui éduquent à leur tour les enfants, et notamment les filles.

On peut formuler l'espoir que ces deux puissants instruments que sont l'école et les moyens de communication de masse vont permettre d'ouvrir les esprits à une meilleure intelligence des problèmes mondiaux, avec notamment la liberté de l'information, l'accès partout à la contraception, l'émancipation des femmes. Comprendre le monde dans lequel vivront les prochaines générations est devenu une exigence indispensable.

8. LES NOUVELLES TECHNIQUES BIOLOGIQUES ET LEURS CONSEQUENCES SUR LA FORMATION ET LE DEVELOPPEMENT DES FAMILLES

Les progrès de la génétique vont modifier dans des proportions inattendues les structures familiales et poser autant de problèmes qu'ils pourront en résoudre, impliquer de nouveaux risques, imposer de nouvelles responsabilités aux chercheurs de nombreuses disciplines et aux juristes. Nous n'en sommes de toute évidence qu'au début de ce processus. Deux aspects doivent retenir notre attention : l'aspect démographique et celui des normes internationales.

Du point de vue démographique, il ne faut guère compter sur l'application des méthodes de reproduction médicalement assistées pour relever notablement la fécondité des populations des pays riches. Cependant, on compte déjà en France un taux de réussite de ces méthodes de plus de 15 % (à peu près 1000 naissances en 1987) et on peut considérer que ce taux de réussite ira en augmentant. Mais le véritable changement dans la fécondité des pays riches ne peut provenir que d'une modification des comportements reproductifs.

Quant au Tiers-Monde, il a depuis longtemps trouvé dans ses traditions des solutions à la stérilité et les hautes technologies des pays riches lui sont fermées pour le moment. Quoi qu'il en soit, d'ici une ou deux décennies, la stérilité aura considérablement diminué, et on peut penser que l'on pourra agir sur le taux de masculinité des naissances.

9. LES POLITIQUES DEMOGRAPHIQUES

Nous assistons depuis la Conférence Mondiale sur la Population de Bucarest de 1974, à la prise de conscience et à l'intervention massive dans presque tous les pays du Tiers-Monde dans le domaine démographique. Cette prise de conscience et cette intervention sont d'autant plus intéressantes que les problèmes ne sont plus abordés sous l'angle étroit de la croissance démographique, mais dans une perspective plus large. La fécondité n'est plus un sujet tabou et il s'y ajoute les questions touchant la santé et la mortalité, la distribution géographique interne, de plus en plus déséquilibrée avec l'urbanisation accélérée, et la migration entre pays, dans le cadre des politiques de développement.

Le Plan d'Action Mondial sur la population adopté à Bucarest et complété à Mexico, quelles qu'en soient les imperfections, a eu l'immense mérite de légitimer et de mettre en mouvement une série d'actions à travers le Tiers-Monde. De plus, les enquêtes des Nations Unies auprès des gouvernements, faites tous les deux ans, permettent désormais de mieux comprendre l'attitude des gouvernements : quand, comment et pourquoi ceux-ci se décident à intervenir pour redresser les tendances démographiques jugées contraires aux intérêts des objectifs de développement.

En 1988, 68 pays, tous du Tiers-Monde, représentant 63 % de la population mondiale, considèrent leur taux de croissance trop élevé.

Le paradoxe est que ces politiques, qui ont été dans l'ensemble fortement encouragées par les pays industriels, ne concernent à peu près pas ces pays et sont plutôt destinées à l'intention des pays en développement.

C'est ainsi que, jusqu'à très récemment, le déclin démographique des pays industriels ne semblait pas préoccuper outre mesure la classe politique ou l'opinion publique, et n'avait pas suscité de débats en tant que tels dans les parlements. D'ailleurs, la question de la population est loin d'être unanimement perçue dans les pays industriels à la veille de la nouvelle Europe de 1993. Bien que les évolutions démographiques soient assez semblables, et qu'on ne discerne pas les raisons des différences entre elles, au demeurant assez faibles, une démarche commune visant à redresser la croissance démographique de l'Europe est exclue pour le moment. Dans la majorité des cas, on se refuse à engager des actions dans une optique nataliste, et on se satisfait de la situation. Il semble que jusqu'ici ce soit plus la conjoncture économique, sociale et politique, plus que les politiques de soutien aux familles, qui explique l'évolution démographique des pays industriels. Et d'ailleurs, sauf exception, les mesures d'aide aux familles ne sont pas motivées par l'évolution démographique. Ce qui inquiète le plus c'est, d'une part le gonflement des comptes sociaux avec l'accroissement constant des dépenses de santé et le déséquilibre des régimes de retraite entraîné par le processus de vieillissement, d'autre part la pression qui s'exerce aux frontières avec l'énorme potentiel de migration des pays en développement du Sud vers le Nord. Aussi, les politiques volontaristes visant à modifier l'évolution démographique des pays industriels ne se conçoivent qu'à l'égard de la migration internationale.

Les pays africains se sont montrés longtemps hostiles à l'idée que la croissance démographique pouvait faire obstacle à leurs stratégies de développement, et ce fut le point de vue qu'ils défendirent avec la majorité des délégués de l'Amérique latine, et qu'ils réussirent à faire prévaloir à la Conférence Mondiale sur la Population de Bucarest de 1974.

Cette position a cependant progressivement changé, et à la Conférence démographique africaine d'Arusha de 1984, les gouvernements africains ont estimé "qu'un accroissement élevé de la population pouvait avoir un impact négatif dans la réalisation des objectifs nationaux". Parmi les 45 gouvernements africains qui considèrent leur niveau de fécondité non satisfaisant, 3 seulement (Congo, Guinée Equatoriale et Gabon) estiment que le taux de fécondité est trop bas, tandis que 32 pays, représentant 76 % de la population de la région, estiment leur taux de fécondité trop élevé. Bien que cette évolution soit nette, on peut dire que l'Afrique reste encore peu interventionniste en matière de fécondité, contrairement à l'attitude adoptée de longue date par les gouvernements asiatiques, et plus récemment par nombre de gouvernements latino-américains. Même lorsque les dirigeants africains sont favorables à l'adoption de mesures aptes à brider la croissance démographique, ils parviennent difficilement à réaliser leurs objectifs. Il est certain que les autres aspects des politiques démographiques, tels la nécessaire réduction de la mortalité qu'il s'agisse de la mortalité infantile, maternelle et plus généralement des adultes, ou l'objectif d'une meilleure répartition géographique de la population à l'intérieur de chaque territoire national, recueillent plus facilement l'adhésion des gouvernements et des populations elles-mêmes que les politiques visant à limiter la fécondité.

L'Amérique latine dans son ensemble est, elle aussi, restée longtemps hostile à l'idée d'intervention pour brider la croissance démographique, alors que le continent connaissait la croissance la plus forte au milieu des années 60, dépassant 3 % par an. Les premiers pays à prendre des mesures gouvernementales en créant des commissions nationales de population et en promulguant des "lois de population" ont été la Colombie, le Costa Rica et la Jamaïque en 1967, la République Dominicaine en 1968, suivie en 1973 par le Mexique. Après la Conférence Mondiale sur la Population de 1974, le mouvement est allé en s'amplifiant et plusieurs pays se sont fixés des objectifs datés et chiffrés sur la croissance future. Ce fut le cas du Mexique qui s'est fixé un taux de croissance de 2,5 % pour 1982 et 1 % pour la fin du

siècle. Certains pays sont allés jusqu'à modifier leur constitution pour y intégrer le droit des personnes à choisir librement le nombre et l'espacement des naissances, et nombre de gouvernements ont publié des déclarations de politiques démographiques visant à favoriser la régulation des naissances. Selon la Sixième Enquête des Nations Unies auprès des gouvernements, 19 pays sur 33 de la région ont considéré leur taux de croissance trop élevé et ont adopté des politiques d'intervention dans ce domaine. Seul un pays, l'Uruguay, s'est inquiété du processus de vieillissement, a considéré sa fécondité trop basse et a adopté une politique visant à l'augmenter. L'appui aux activités de planning familial est de plus en plus le fait des gouvernements eux-mêmes.

Ces politiques s'inscrivent bien dans le cadre du Plan d'Action Mondial sur la population adopté à Bucarest. Il faut retenir trois caractéristiques fondamentales de ces politiques :

- le souci d'intégrer toute action démographique dans une politique plus englobante de développement ;
- les actions en faveur de la planification familiale doivent s'insérer dans les services de santé ;
- les politiques démographiques ne doivent pas se limiter à la croissance de la population et elles doivent inclure notamment des actions visant à redresser la mauvaise répartition géographique de la population à l'intérieur des frontières nationales.

Quant à l'Asie, elle fut la première à accepter dans son ensemble l'idée d'intervention en matière de population, et pour nombre de pays cette position fut antérieure à la Conférence de Bucarest. Dès 1952, le gouvernement indien s'est prononcé en faveur d'une maîtrise de la croissance démographique. La position avancée du gouvernement indien s'est concrétisée au fil des plans quinquennaux par des objectifs sur les nombres de stérilisations à effectuer, des stérilets à insérer et d'acceptants de la contraception, l'avortement étant exclu car peu acceptable sur le plan étique. Cependant, ces objectifs se sont constamment révélés trop ambitieux et ils ont dû être révisés à la baisse. On constate une augmentation notable du pourcentage de couples "protégés" par au moins une méthode de contraception (32,3 % en 1985 contre 22,6 % en 1980) donnant à penser à une continuation, et peut-être même à une accélération de la trajectoire descendante de la fécondité. Le Septième Plan d'action quinquennal indien (1986-1990) s'est donné pour objectifs une norme de deux enfants par famille et un niveau de fécondité correspondant au remplacement des générations à l'an 2000. Le gouvernement s'est aussi déterminé à élever l'âge du mariage des femmes à 20 ans.

Les dernières projections démographiques de la Chine donnent 1,25 milliard pour la fin du siècle, mais en raison de la vive remontée de la fécondité, l'indice s'étant brusquement élevé de 2,30 en 1980 à 2,84 en 1987, les démographes chinois révisent en hausse leurs projections et tablent sur un chiffre voisin de 1,3 milliard. L'augmentation de la natalité de ces dernières années peut s'expliquer à la fois par des raisons structurelles (l'arrivée à l'âge de fécondité des femmes nées pendant le baby boom qui a suivi les "années noires" de 1959-1963) et le relâchement de la politique de l'enfant unique.

La politique de réduction de la fécondité de l'Indonésie connaît un succès notable, faite de réduction des impôts dans les familles qui acceptent de limiter leur descendance, d'aides économiques aux couples qui utilisent la contraception, d'amélioration du statut de la femme, de l'élévation de l'âge minimum au mariage.

De nombreux pays asiatiques se sont fixés des objectifs en vue de limiter les naissances, tel le Bangladesh (taux de prévalence de la contraception de 40 % en 1990), l'Inde (taux d'acceptation du planning familial 60 %), la Malaisie (60 000 familles utilisant le planning familial pendant le Cinquième Plan de 1986-1990), les Philippines (taux de prévalence de la contraception de 50,2 %), la Thaïlande (5,7 millions d'utilisateurs en 1991), la République de Corée (taux de prévalence de 76,2 en 1991).

Dans la région de la Commission économique et sociale de l'Asie de l'Ouest, la situation est bien différente. L'indice synthétique de fécondité était de l'ordre de 6 enfants par femme en 1980-1985. Deux pays, l'Irak et le Koweït, considèrent leur fécondité trop basse et ont adopté des politiques tendant à l'accroître. Par contre, deux pays (la Jordanie et le Yémen) considèrent leur fécondité trop élevée et ont adopté des mesures pour la faire baisser. L'Irak et l'Arabie Saoudite apportent des restrictions à l'entrée de méthodes modernes de contraception.

10. LE FUTUR DE LA POPULATION MONDIALE

Nous nous fonderons sur les projections démographiques des Nations Unies et de la Banque Mondiale. Rappelons que les hypothèses de construction de ces projections sont basées sur l'idée fondamentale de la transition démographique. Tous les pays passeraient l'un après l'autre, comme l'ont fait en leur temps les pays industriels, par une baisse de mortalité précédant une baisse de la fécondité, les trajectoires des deux paramètres finissant par se rejoindre dans une situation proche d'une stationnarité.

Selon la variante "moyenne" des Nations Unies, la population mondiale passerait de 4,8 milliards en 1985 à 5,2 milliards en 1990, 6,1 milliards en 2000, 7,8 milliards en 2020 et 8,2 milliards en 2025. Quant aux projections à très long terme, elles donnent 11 milliards au cours du dernier quart du siècle prochain.

L'avenir démographique du monde est largement ouvert puisque selon les variantes "hautes" et "basses" des Nations Unies, la population totale serait comprise entre 7,59 milliards et 9,42 milliards, soit un écart de 1,83 milliard.

Un examen de ces projections laisse apparaître nombre de certitudes, et presque autant de doutes sur le futur.

Parmi les certitudes, on peut noter que le processus de décélération de l'accroissement de la population mondiale est maintenant bien enclenché. Le taux d'accroissement est passé par un chiffre légèrement supérieur à 2 % vers 1965, et on peut conjecturer qu'aucune génération, aussi loin que notre regard puisse se porter, ne connaîtra un taux d'accroissement aussi élevé. Il n'en reste pas moins que le monde a accumulé au cours des quarante-cinq d'après-guerre un potentiel d'accroissement considérable dans les structures démographiques en raison de la forte fécondité passée. La manifestation la plus nette de ce potentiel à l'échelle mondiale apparaît dans le fait qu'en dépit de la décélération du taux de croissance, la population va continuer à croître en chiffres absolus pendant plusieurs décennies. Selon la variante "moyenne" des Nations Unies, l'augmentation annuelle, qui était de 47,2 millions en 1950-1955, est passée à 80,7 millions en 1980-1985 et continuera de croître jusqu'à 97,0 millions au début du siècle prochain. Selon la variante "haute", qui n'a rien d'impossible, l'augmentation annuelle irait jusqu'à 126,3 millions en 2020-2025.

Une autre certitude est que nous allons assister à une diversification démographique du Tiers-Monde. La démographie à deux vitesses (Nord et Sud), qui était celle d'il y a une vingtaine d'années, est en train de se déployer en une gamme de plus en plus ouverte, dans laquelle les pays actuellement en développement vont se différencier entre eux, certains se rapprochant à grands pas des pays industriels, tant du point de vue démographique, que du point de vue économique, les deux évolutions étant liées.

A côté des succès de développement rapide qu'on observe en Asie, on peut estimer qu'une fraction importante du Tiers-Monde, estimée à un milliard d'habitants, soit un cinquième de la population mondiale, va rester à l'écart d'un développement réel, et comme cette importante population ne connaît pas encore de véritable transition démographique, elle doublerait d'ici à 2025. C'est du sort que l'avenir réservera à cette masse de population que dépendra en grande partie l'évolution de la population mondiale, puisque c'est celle qui est appelée à la plus longue et la plus forte croissance.

Une autre éventualité hautement probable est que de fortes pressions vont s'exercer des régions du monde à forte croissance démographique et faible développement vers les régions offrant les caractéristiques inverses, c'est-à-dire connaissant un notable développement économique, que celles-ci soient ou non déprimées sur le plan démographique. On peut conjecturer que la migration internationale va aller en s'intensifiant.

Une dernière certitude est que le monde dans sa totalité s'oriente vers un processus de vieillissement, déjà largement entamé dans les pays riches, mais qui commence à se manifester également dans le Tiers-Monde, peu préparé à en affronter les conséquences économiques et sociales. Pour le moment ce sont surtout dans les pays asiatiques et latino-américains, qui sont entrés dans la transition démographique, que le phénomène commence à émerger. A l'échelle mondiale, la proportion des 60 ans et plus augmentera d'exactly 1 milliard entre 1950 et 2025, passant de 201 millions à 1201 millions, et ce dernier chiffre est encore appelé à doubler avant la fin du siècle prochain (projection de la Banque Mondiale). Cet accroissement sera presque essentiellement le fait des pays actuellement en développement.

On peut exprimer des doutes sur l'hypothèse fondamentale selon laquelle la population mondiale se dirigerait à très long terme vers une situation stationnaire qui serait commune à toutes les populations. On a du mal à en accepter l'idée car cela impliquerait ou bien que les hommes et les femmes deviendraient égaux en conditions économiques et sociales, ou bien que les différences de conditions économiques, sociales et même culturelles, n'auraient plus d'influence tant sur la fécondité que sur la mortalité. On conçoit difficilement que les populations s'orientent vers l'élimination des inégalités de fécondité et de mortalité. Mais il faut reconnaître que les démographes des Nations Unies n'avaient guère d'autre choix, et dans la mesure où les projections ne sont pas poussées trop loin, on peut en accepter l'hypothèse.

L'attention est aussi attirée par le fait que certains résultats peuvent paraître peu plausibles. Comment croire par exemple que l'Afrique, qui traverse tant de difficultés économiques et écologiques, puisse voir sa population multipliée par 7 entre 1950 et 2025, et par 13 entre 1950 et la fin du siècle prochain ?

Le Rwanda verrait sa densité passer de 232 habitants au km² en 1985 à 841 en 2025, et doubler encore ensuite ? La population du Nigéria triplerait presque entre 1985 et 2025 ; celle du Bangladesh connaîtrait une densité de plus de 3000 habitants au km² au cours du siècle prochain. A moins, bien entendu, de supposer que les populations de ces pays trouveront un exécutoire dans l'immigration. Or, les démographes des Nations Unies font au contraire l'hypothèse que les migrations internationales finiront par s'éliminer au cours du premier quart du siècle prochain, et on ne peut les en critiquer car l'expérience des migrations internationales que nous avons est trop mince pour servir de base à d'autres hypothèses.

On éprouve pour bien des pays l'impression que la vitesse avec laquelle la régulation des naissances s'instaurerait selon ces projections est trop rapide, si l'on en juge par la lenteur observée dans la plupart des pays africains, et même dans certains grands pays asiatiques comme l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh, le Viet-Nam et l'Afghanistan.

Il faut, enfin, envisager que bien des pays actuellement en développement passeront dans la catégorie des pays industriels ou s'en approcheront, sans avoir toujours les moyens financiers de remédier aux destructions de l'environnement. Un calcul très approximatif montre que vers 2025 la population qui aura achevé la transition démographique selon la variante "moyenne" des Nations Unies, et connaîtra donc nécessairement une certaine forme d'industrialisation, sera plus de cinq fois supérieure à ce qu'est la population des pays industriels d'aujourd'hui. On imagine ce que cela signifie en termes de consommation de ressources naturelles et d'efforts pour éviter une détérioration aggravée de l'environnement.

LES DOSSIERS DU CEPED

La collection des *Dossiers du CEPED* est une collection de "documents de travail" destinée à accueillir des articles scientifiques se rapportant au domaine de la population et du développement.

Aucune condition n'est posée quant à l'origine ou l'organisme d'appartenance des auteurs. *Les Dossiers du CEPED* sont prévus pour une diffusion limitée mais rapide et "ciblée", en fonction du sujet traité. Ils sont distribués sur demande à toute personne intéressée. Ces articles ont vocation à être publiés également, en totalité ou en partie, sous la même forme ou sous une forme modifiée, dans des revues internationales. Aucune autorisation préalable n'est donc à demander au CEPED pour une nouvelle publication.

Les auteurs intéressés sont invités à envoyer au CEPED un texte, rédigé en français, de 15 à 50 pages dactylographiées sur papier blanc 21 x 29,7 cm, marges de 2,5 cm sur le pourtour, prêtes à être reproduites telles quelles (bonne qualité d'impression et taille des caractères suffisante pour une réduction à 16 x 24 cm). Il est souhaité que la pagination figure en haut (numéros impairs sur la droite, numéros pairs sur la gauche). En tête de l'article, après la page de titre, doit obligatoirement figurer un résumé en français accompagné des mots-clés, ainsi que la traduction du titre, du résumé et des mots-clés en anglais. Si l'article concerne un pays ni francophone, ni anglophone, il est souhaitable de faire figurer également les mêmes éléments dans la langue du pays. L'envoi simultané d'une disquette enregistrée sur traitement de texte, avec les précisions techniques nécessaires, est souhaité mais non obligatoire. Les auteurs conservent la responsabilité de la présentation et du contenu du texte qu'ils ont envoyé.

Le projet d'article reçu est soumis à deux lecteurs, intérieurs ou extérieurs au CEPED. Celui-ci peut en conséquence l'accepter ou le rejeter pour des raisons de forme ou de fond, ou encore demander des modifications. Il se réserve la possibilité d'effectuer lui-même des corrections de forme, ainsi que le regroupement de plusieurs articles dans le même numéro des *Dossiers*. Les matériaux reçus ne sont pas renvoyés à leurs auteurs, qui sont donc invités à en conserver le double.

Chaque auteur recevra 25 exemplaires du numéro contenant son (ou ses) article(s), s'il y a un seul auteur et 15 exemplaires par auteur s'il y en a plusieurs.

Les présentes instructions remplacent celles qui ont pu paraître antérieurement. Elles sont réputées être modifiables à tout moment en fonction des nécessités nouvelles.

PARU PRECEDEMMENT DANS LES DOSSIERS DU CEPED

N° 1 - **CLAIRIN (Rémy), GENDREAU (Francis)**, 1988, La connaissance des effectifs de population en Afrique. Bilan et évaluation. Hommage à Rémy Clairin. 35 p. *Epuisé.*

N° 2 - **GUBRY (Patrick), SALA DIAKANDA (Mpembele)**, 1988, Politiques africaines en matière de fécondité : de nouvelles tendances. 48 p. *Epuisé.*

N° 3 - **LOCOH (Thérèse)**, 1988, La fécondité en Afrique Noire : un progrès rapide des connaissances, mais un avenir encore difficile à discerner. iv-24 p. *Epuisé.*

N° 4 - **CHASTELAND (Jean-Claude)**, 1988, Etat et besoins de la recherche démographique dans la perspective des recommandations de la conférence de Mexico et de ses réunions préparatoires. iv-43 p. *Epuisé.*

N° 5 - **GUBRY (Patrick)**, 1988, Rétention de la population et développement en milieu rural : A l'écoute des paysans mafa des monts Mandara (Cameroun). 24 p. *Epuisé.*

N° 6 - **LOCOH (Thérèse)**, 1989, Les politiques de population en matière de fécondité dans les pays francophones : l'exemple du Togo. 22 p.

N° 7 - **GENDREAU (Francis), CANTRELLE (Pierre)**, 1989, Prospective des déséquilibres mondiaux. Démographie et santé. 33 p.

N° 8 - **LE CHAU, PAPAIL (Jean)**, 1989, Transformations agraires et mobilités de la main-d'oeuvre dans la région Nord-Andine de l'Equateur. 18 p.

N° 9 - **VERON (Jacques)**, 1989, Eléments du débat Population Développement. 48 p.

N° 10 - **CANTRELLE (Pierre), LOCOH (Thérèse)**, 1990, Facteurs culturels et sociaux de la santé en Afrique de l'Ouest. 36 p.

N° 11 - **CHARMES (Jacques)**, 1990, Deux études sur l'emploi dans le monde arabe. 37 p.

N° 12 - **ANTOINE (Philippe), NANITELAMIO (Jeanne)**, 1990, La montée du célibat féminin dans les villes africaines. Trois cas : Pikine, Abidjan et Brazzaville. 27 p.

N° 13 - **FILIPPI (Véronique), GRAHAM (Wendy)**, 1990, Estimer la mortalité maternelle à l'aide de la méthode des soeurs. 29 p.

N° 14 - **ASSOGBA (L.N. Mensan)**, 1990, Statut de la femme, structures familiales, fécondité : Transitions dans le golfe du Bénin. vi-28 p.

N° 15 - **EVINA AKAM**, 1990, La mesure de l'infécondité et de la sous-fécondité. iv-39 p.

Composition : CEPED

**Reproduit par INSTAPRINT S.A.
1, levée de la Loire - LA RICHE
B.P. 5927 - 37 059 TOURS Cedex
Tél. : 47 38 16 04**

Dépôt légal 2ème trimestre 1991



CEPED
15, rue de l'Ecole de Médecine
75270 PARIS Cedex 06
Tél. : (1) 46 33 99 41

Photo de couverture : écorce battue,
art Mangbetu (Zaïre oriental).
Reproduit avec l'aimable autorisation
du Musée Royal de l'Afrique Centrale
(Tervuren, Belgique).
Maquette : Marie-Agnès BRAY, ORSTOM

